M 2414 - 319 - 2,50 F

le prolétaire

bimensuel — parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements : Chèque bancaire à l'ordre de SARO ou chèque postal à l'ordre du « Prolétaire »

Abonnements : 1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F pli fermé : 80 F et 40 F
Abonnements de soutien : à partir de 100 F

17e ANNEE - N° 319
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
19 sept. au 2 oct. 1980

Pour riposter à l'offensive internationale du capital

Les leçons des grèves en Pologne

La formidable levée de boucliers des ouvriers polonais donne une telle bouffée d'espoir à tous les prolétaires qui cherchent à lutter pour leur classe, qu'il est impossible aux larbins « ouvriers » de la bourgeoisie de ne pas feindre de l'encenser pour mieux la dénaturer. Quelle hypocrisie en effet que celle des partis de gauche, PC et PS, et des bonzes syndicaux, qui parlent des « justes revendications » des ouvriers là-bas, en Pologne, mais qui sabotent ici toute lutte réelle contre l'austérité et l'offensive capitaliste ! Quant au PCF et à ses amis de la CGT, ils prétendent « se solidariser » en même temps avec les grévistes et avec le gouvernement contre lequel ils luttent !

Une « grande leçon » tirée par tout ce beau monde est la suivante : le « socialisme » — entendez la propriété publique des entreprises — est sans doute une bonne chose, mais sa gestion ne saurait se passer d'un minimum d'autonomie de décision et de participation ouvrière, bref de « réformes ». Il est vrai qu'ils peuvent s'appuyer sur les déclarations de dirigeants de la lutte, exigeant d'« avoir leur mot à dire » dans la marche de l'entreprise ou de l'économie nationale, pour prétendre que telle serait une des significations de la grève.

En réalité il est difficile de passer sous silence que la classe ouvrière s'est mise en branle pour des causes autrement profondes : le pouvoir d'achat par exemple n'a cessé de baisser depuis cinq ans. Dans ces conditions la brutale élimination des subventions sur les produits de consommation courante qui devait durement toucher la classe ouvrière a mis le feu aux poudres : la revendication était une augmentation de 2.000 zlotys, alors que le salaire minimum est de 2.400 zlotys !

Quelles que soient les conditions particulières aux pays de l'Est, où la classe ouvrière subit une double ou triple exploitation due au joug impérialiste russe et à l'endettement extérieur (mais est-ce vraiment si particulier que cela ?), partout dans le monde la crise oblige les entreprises à *investir davantage* malgré le rétrécissement des marchés et à diminuer radicalement les coûts de production « pour être plus compétitives » sur le marché mondial et national. En Pologne on en est au point où même la nourriture de base (comme la viande) passe sous le nez de la population pour être exportée : combien ne faut-il pas de dollars, de marks ou de francs pour acheter de ces machines ultra-modernes qui vont permettre de « restructurer » et donc d'intensifier le travail pour les uns, et d'accroître le chômage pour les autres ?

Mais ce mécanisme économique ne ressemble-t-il pas comme deux gouttes d'eau au mécanisme capitaliste, malgré son étiquette « socialiste » ? Absolument ! Car là où il y a salaire, il y a profit et capital, exploitation et crises, bref il y a le capitalisme !

La belle leçon que tirent Maire, Séguy et consorts des événements de Pologne : il faut donc réformer... le capitalisme ! Et c'est bien ce qu'ils font ici ! Mais si un système peut être « réformé », « replâtré », c'est que ses fondements sont sains et doivent donc être défendus, et la lutte ouvrière doit s'arrêter là où elle les met en cause : c'est bien pourquoi Walesa a lancé son appel à ne pas étendre la grève, pour ne pas précipiter l'« économie nationale » dans la faillite, et ce

(suite page 2)

DANS CE NUMERO

- Les trotskystes et la Pologne
- Capitalisme et misère croissante
- Agitation ouvrière au Venezuela
- CGT et CFDT unis contre la classe ouvrière

Budget 81

Austérité et répression

Dans le budget pour 81, le patronat se félicite d'une réduction d'impôt sur le bénéfice des sociétés proportionnelle à l'investissement, qui, à défaut de favoriser l'investissement en cette époque morose, permettra de baisser les coûts et donc de servir de prime à l'exportation dans la guerre commerciale. Comme l'a déclaré Ceyrac à *Europe 1* ces mesures « *placent les entreprises françaises dans une situation moins défavorable par rapport à leurs concurrents* »...

De l'autre côté on n'a pas oublié d'économiser sur les faux frais de la production capitaliste, avec réduction des emplois de fonctionnaires, et de faire une ponction accrue sur les salaires, dont le pouvoir d'achat se réduit par ailleurs.

Naturellement, ce qui augmente c'est le budget de la police et de l'armée. Le budget militaire augmentera de 17,9 % ; on recrutera 725 policiers et 725 nouveaux gendarmes ; on reconvertira à des tâches de police 268 administratifs, plus des gardiens et des administrateurs de prison, et quelques juges pour faire bonne mesure ! Si l'on donne moins à la classe ouvrière, il faut bien veiller au grain !

Travail (ou chômage) à temps partiel

Le gouvernement a concocté deux projets de loi pour « réduire le chômage » grâce au travail à temps partiel qui ne concerne encore que 6 % des salariés en France contre 12 % dans la CEE et 20 % aux Etats-Unis (où il y a quand même, notez bien, 7 % de chômeurs !)

Ainsi, si vous désirez travailler 20 heures, qu'à cela ne tienne ! Vous en aurez le droit mais pour un demi-salaire ! Naturellement, les capitalistes pensent surtout aux femmes : un moyen élégant de les exploiter plus intensément pendant un temps réduit, tout en les

(suite page 4)

TURQUIE

Le capitalisme à visage découvert

Trois millions de chômeurs officiels, plus deux millions non enregistrés, une inflation de l'ordre de 100 % l'an dernier, une pression considérable exercée sur elle pour que le pays rembourse ses dettes, une prolétarisation accélérée des couches moyennes, une émigration considérable : la classe ouvrière turque se révolte. A Izmir, il y a quelques mois la bourgeoisie avait envoyé l'armée mater une grève des ouvriers. La situation ne faisant que s'aggraver l'armée a pris directement les choses en main. Le parlement, les partis politiques, le gouvernement, les syndicats ont été dissous. Quand la lutte de classe devient aiguë la bourgeoisie met bas le masque. Elle met fin aux divergences qui peuvent l'affaiblir, suspend le pluralisme démocratique et passe à la dictature ouverte. Le prolétariat doit tirer la leçon de cette nouvelle confirmation de l'histoire : ou dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat !

Soutenez la presse internationale du Parti ! Souscrivez !

Derrière la division CGT-CFDT, l'unité contre la classe ouvrière

La brouille PC-PS n'offrant plus le suspense nécessaire, la querelle syndicale CGT-CFDT, avec les comparses de la FEN et de FO, occupe les moyens d'« information » en France : terribles procès, discours incendiaires, etc. Les plus subtiles spéculations à ce sujet circulent de la droite à la gauche et même à l'extrême gauche. Où est la vérité de ce roman-feuilleton suspect, fait pour répandre la plus grande confusion parmi les travailleurs ?

Une CGT « radicalisée », même temporairement, en face d'une CFDT amollie dans les délices du recentrage et de la collaboration de classe, une CGT prête à pousser partout des luttes que la CFDT freinerait par réalisme (selon la bourgeoisie et selon la CFDT elle-même), ou par un « retour » affligeant au réformisme (selon la CGT et le PC) ? Rappelons seulement quelques faits sur les luttes récentes ou en cours...

Dans le conflit de la pêche, les bonzes de l'Union locale et des différentes branches ne sont-ils pas allés *ensemble*, CGT et CFDT fraternellement unis, casser la grève au moment décisif, à la mi-août, quand les marins organisaient le blocus et tâchaient de se donner des moyens de pression réels ? Et si la grève a continué à Boulogne après les accords-bidon du début septembre, c'est parce que les pêcheurs salariés de Boulogne, à la surprise à peu près générale, n'ont pas voulu lâcher, malgré l'affaiblissement et l'isolement qu'ils doivent non à leur détermination, mais à leurs protecteurs opportunistes des deux boutiques.

A Dufour (Montreuil), objet d'une publicité tapageuse de la CGT et du PC, l'occupation est organisée méthodiquement par la CGT, la CFDT et la CGC unies fraternellement pour faire de l'usine le *tombeau* de toute lutte éventuelle, et remplacer la solidarité effective par une mascarade bien contrôlée : à Montreuil, on a tiré les leçons de la tentative de lutte de Darboy du côté des pompiers sociaux de tous labels...

Dans les écoles, où les grèves du printemps dernier ont donné du fil à retordre aux différentes bonzeries syndicales, la soi-disant « opposition » du PCF dans le SNES et dans le SNI, essaie comme elle peut de garder les moyens de contrôle sur l'agitation prévisible, de vacciner les plus combatifs contre la grève, en préparant méthodiquement les conditions de son échec, là où ils prétendent lancer l'action : fractionnement géographique, opposition des catégories entre elles, détournement de la lutte pour les conditions de travail en lutte pour la défense de l'école ou du service public.

Commençons donc par rectifier cet aspect des faits : la CGT et le PCF souvent directement présents dans les entreprises pour relayer sa courroie de transmission syndicale, fréquemment au-dessous de ses tâches, ne font *même pas semblant* à l'heure actuelle, de mener des luttes dures : beaucoup de paroles, par exemple — et lettre à Giscard — autour du licenciement du bonze-en-chef Certano, à Renault, mais même pas une journée de grève...

Dans leurs diverses interventions, mais aussi dans leurs programmes, tous, de FO à la CFDT, obéissent aux mêmes principes fondamentaux : interclassistes, démocrates et patriotes, ils travaillent (et s'en vantent) à enrôler les prolétaires derrière la défense des intérêts de telle entreprise, de telle branche, et de l'« économie nationale » en général. Ceci se réalise notamment à travers la prolifération des « plans industriels » de toute espèce, préparés dans les bureaux d'études syndicaux comme dans les commissions du Plan gouvernemental, et souvent par le même personnel diplômé : leur fonction est d'étudier la possibilité de donner aux exigences de l'économie capitaliste une apparence plus présentable, de masquer sous des phrases le « grossier » antagonisme capitaliste du profit et du salaire, et d'imaginer

(suite page 4)

Les grèves en Pologne

(Suite de la page 1)

précisément au moment où la grève menaçait de devenir quasi-générale et aurait donné *davantage de force* encore à la classe ouvrière pour imposer ses revendications.

Peut-on concilier les intérêts des travailleurs et ceux du capital divisé en économies nationales concurrentes ? Non, et bien davantage que la nécessité de « réformes », le rapprochement des explosions ouvrières du cœur des centres impérialistes mondiaux ne montre-t-il pas l'impuissance et l'inanité des « réformes » ?

Une autre « grande leçon » tirée par tous les larbins de la bourgeoisie est celle-ci : ce qui manque à l'Est, déjà « socialiste », pour que les prolétaires soient heureux, c'est davantage de démocratie, et naturellement on trouve facilement dans les déclarations de dirigeants de la lutte cette même idée du pluralisme démocratique.

Cependant il est indispensable de distinguer les causes du mouvement et son idéologie. En fait, on serait tout aussi fondé d'expliquer la lutte des ouvriers polonais par un élan de ferveur catholique que par un élan de ferveur démocratique. La cause motrice de ce vaste mouvement est *la révolte contre l'exploitation et l'oppression capitalistes.* Et comme, dans les conditions historiques particulières à l'Europe de l'Est, la moindre liberté de mouvement n'est consentie à la classe ouvrière que sous le contrôle direct de la police, il est clair que tout mouvement de lutte prolétarien profond ne peut penser conserver l'espace conquis contre l'Etat dans sa lutte revendicative qu'en exigeant en même temps la reconnaissance par l'Etat des droits de grève, d'association et de presse, et en utilisant sa force pour lui arracher les prisonniers politiques qu'il a pris comme otages. Où est la démocratie dans tout cela ? Elle intervient, lorsqu'elle prétend que les droits et libertés permettraient d'*éviter* la lutte des classes.

La force du mouvement est venue du fait que ses buts étaient profondément conformes aux exigences de la défense prolétarienne, et donc susceptibles d'entraîner l'adhésion de nouveaux contingents de travailleurs, et du fait que la grève, parce qu'elle était menée pour obtenir satisfaction, se donnait les formes nécessaires pour avoir le maximum de force, de cohésion, de moyens de contrôle sur les négociations, etc. Où est la démocratie là-dedans ? Elle intervient lorsqu'elle cherche à ériger en fétiches et en recettes les méthodes de participation utilisées, en prétendant que les *formes* de participation en elles-mêmes garantissent le résultat, pour n'avoir pas à mettre l'accent sur l'essentiel, la nature de la lutte, la révolte contre l'exploitation !

La classe ouvrière a besoin de s'organiser de façon tout à fait indépendante de l'Etat bourgeois et de ses partis. Qu'y a-t-il là de démocratique ? La démocratie intervient lorsque la bourgeoisie parvient à se donner une « opposition de Sa Majesté le Capital », qui *négocie* la liberté de grève ou d'association avec l'Etat pour lâcher du lest et lui permettre de convaincre les ouvriers de renoncer aux *objectifs réels* de leur lutte pour assurer la garantie de ces « droits ».

Si les larbins « ouvriers » appellent à la démocratie, au « respect » des droits syndicaux, c'est pour pouvoir remplir mieux leur fonction conservatrice et au fond contre-révolutionnaire, comme ils le font effectivement dans l'Occident « démocratique » et « pluraliste ».

La véritable leçon des luttes ouvrières en Pologne est que, si la classe ouvrière ne veut pas voir ses énergies stérilisées, elle doit combattre les forces de l'opposition démocratique qui veulent l'empêcher *par la persuasion* d'utiliser le terrain conquis contre l'Etat pour lutter contre lui et pour rassembler ses forces en vue de l'assaut révolutionnaire. C'est précisément ce combat que mène notre parti.

Un spectre hante l'Europe

1,2 milliard de deutschmarks de la part d'un consortium de banques allemandes, 325 millions de dollars de la part de banques américaines, 670 millions du gouvernement américain, 300 millions de dollars du gouvernement autrichien, des crédits russes d'une valeur de 690 millions de dollars, la la CEE qui veut accorder une aide supplémentaire : marks, dollars, schillings, roubles : tout le monde met la main à la poche. Les Polonais doivent déjà 20 milliards de dollars à l'Ouest qu'ils n'arrivent pas à rembourser. Qu'importe. Dans cet étrange marché il n'est pas question de finances mais de paix sociale. Il faut à tout prix éteindre le feu qui menace l'ordre établi en Pologne, éviter qu'il ne se propage dans les autres pays de l'Est et ne gagne la Russie elle-même. Mais il faut aussi l'empêcher de gagner l'Europe occidentale. L'éditorialiste du **Nouvel Economiste** a bien résumé le sentiment général des tenants de l'ordre établi en écrivant (1er sept.) : **« Rien ne serait plus dangereux pour la paix du monde qu'un véritable mouvement insurrectionnel au sein du bloc de l'Est ».**

L'Europe est une région d'importance capitale pour les deux camps impérialistes : c'est là que se situe une des plus fortes concentrations ouvrières du monde. C'est donc là en particulier qu'il faut veiller à ce que ne se déclenche pas une lutte de classe qui menace l'ordre capitaliste mondial. Et pour la défense de cet ordre les deux camps impérialistes rivaux n'hésitent pas — condominium oblige — à se prêter main-forte. En 1953 les Alliés occidentaux ont naturellement beaucoup agité le drapeau des libertés mais n'ont pas levé le petit doigt pour défendre les ouvriers insurgés à Berlin-Est. En 1956 ils ont laissé les chars russes entrer à Budapest, en 1968 à Prague. Les Russes, eux, avaient laissé les Allemands briser la résistance de Varsovie en 1944.

Rivaux entre eux mais unis contre la classe ouvrière : tel est le fond de l'attitude des deux camps. Depuis leur jonction à la fin de la deuxième guerre mondiale sur le front d'Europe centrale, Russes et Américains maintiennent des troupes dans leur zone d'influence respective. Soldats américains, français, britanniques d'un côté, soldats russes de l'autre. Chargés pour les uns de défendre les « droits de l'homme », pour les autres de protéger le « socialisme réel », ils sont surtout là pour intimider le prolétariat dont la bourgeoisie aussi sait qu'il doit reprendre la lutte sur une grande échelle. Et ce n'est sûrement pas l'effet du hasard si se déroulent simultanément — alors que la crise polonaise est loin d'être terminée — des manœuvres militaires de l'OTAN en RFA, et du Pacte de Varsovie en RDA, près du littoral de la Baltique...

Prolétaires, si l'adversaire concentre autant de moyens de corruption, de mensonge et de terreur contre notre classe dans cette région du monde, c'est pour se protéger de la peur qu'elle ne se remette en marche. Il démontre ainsi a contrario la formidable puissance que peut avoir le prolétariat s'il est « uni par l'organisation et guidé par la conscience de ses intérêts de classe » !

Le Courrier des pays de l'Est *a publié dans son numéro de mars 1980 un article sur* la Pologne : une économie en crise. *D'après les chiffres publiés dans cet article — qui proviennent tous de publications officielles polonaises — la baisse du pouvoir d'achat a été de 0,8 % en 1976 ; 2,6 % en 1977 ; 11,4 % (!) en 1979 et 4,9 % en 1979. Et il s'agissait là d'une politique concertée. En effet la* « manœuvre socio-économique » *de 1976 prévoyait, entre autres choses, de* « ralentir le taux d'accroissement du pouvoir d'achat par un gel des salaires et une limitation de l'embauche » *! Ce que les « planificateurs » polonais n'avaient apparemment pas prévu, c'est l'ampleur de la révolte ouvrière après des années d'austérité « socialiste ».*

On sait que pour les trotskystes la planification de l'économie est une des preuves du caractère socialiste des pays de l'Est. Dans notre numéro de juillet du Prolétaire *nous citions une déclaration de Kania, alors simple membre du bureau politique (et qui a sans doute été choisi comme secrétaire général du POUP pour sa clairvoyance...). Le dirigeant « socialiste » expliquait aux responsables de la région de Gdansk que le* « comité central ne maîtrisait plus la crise de l'économie, qu'il s'agissait d'une débâcle et que la pénurie risquait probablement de s'étendre de la viande au pain » *(*Le Monde *du 4 juillet 1980).*

Alors, Messieurs les trotskystes, « planification socialiste » ou anarchie capitaliste ?

Les trotskystes et la Pologne

La portée, immédiate et future, d'une lutte ayant l'ampleur de celle que vient de connaître la Pologne, réside essentiellement dans le formidable encouragement qu'elle procure et dans la nature des leçons qu'en tire l'avant-garde internationale du prolétariat. Encouragement et leçons. L'encouragement est évident dans les discussions des travailleurs, voyant que face au mammouth de l'Etat polonais, face au poids des flics et l'armée, face au baratin sur le soi-disant socialisme, la classe ouvrière reste la seule force capable de faire trembler le monde. Et cela malgré toutes les sirènes et les régiments de « faux amis » qui ne cessent de faire des danses du ventre autour du prolétariat pour lui montrer les bienfaits de la démocratie. L'exemple de la formidable lutte du prolétariat de Pologne ne peut être utile que si le Parti de la révolution est en mesure de dénoncer les obstacles à la préparation révolutionnaire, les faux-amis, les faux-monnayeurs du socialisme. Sans cette dénonciation intransigeante, se situant le plus souvent à contre-courant, les paroles de soutien, même inconditionnel, ne servent à rien, pis, elles ne sont qu'un vulgaire mensonge, qu'une mystification supplémentaire qui vient s'ajouter à celle que le prolétariat paie si chèrement depuis plus d'un demi-siècle.

Comme nous l'avons montré dans le numéro précédent du *Prolétaire,* pour en finir avec l'exploitation, la classe ouvrière de Pologne devra affronter, outre l'Etat polonais avec ses flics et ses bourgeois, l'Eglise et le courant nationaliste-chauvin qui lui est lié, mais aussi et surtout l'« opposition » démocratique (plus démocratique et bourgeoise qu'oppositionnelle), qui ne cherche — c'est elle qui le dit ouvertement — qu'à réformer, replâtrer, repeindre une machine antiouvrière et vomie dans une large mesure par le prolétariat.

On peut avoir une idée des intérêts petits-bourgeois défendus par le KOR en lisant un extrait de son programme publié dans le n° 1 de la revue *Alternative* de novembre-décembre 1979 : « *Je* (J. Kuron) *suis convaincu que des émeutes, une explosion de colère seraient pour nous tous un désastre qu'il faut éviter à tout prix* [...] *Je suis convaincu que toute l'opposition démocratique veut atteindre le régime démocratique et l'indépendance par des moyens pacifiques et graduels.* » « *Que peut donc faire l'opposition ? Car je crois qu'il est de notre devoir humain, patriotique et civique* [...] *d'empêcher une telle explosion.* » Avec un programme qui contient les revendications suivantes : « *indépendance des entreprises, conditions de développement* [et non apparition, car elles existent depuis longtemps] *des exploitations individuelles, de l'artisanat, du commerce et de la petite industrie privée* »... Face à de telles déclarations il est du devoir des communistes de montrer ce programme pour ce qu'il est : petit-bourgeois de A jusqu'à Z.

On a beau chercher, on ne trouve pas l'ombre d'une critique de ce programme dans la presse de l'« extrême gauche ». Disons tout de suite que l'on voit tout le contraire, toutes les tartes à la crème libérales, bourgeoises, une véritable génuflexion devant les ennemis du prolétariat.

● **L'OCI** : Sa position devant Kuron ? Simple, logique, en parfait accord avec toute sa pratique inter-classiste : « [Kuron et ses compagnons sont] *les combattants de la Liberté, eux qui veulent le retour à un "socialisme authentique"* » (*Informations ouvrières* n° 963). Redisons-le s'il le faut, pour nous le programme, les intérêts du KOR ne sont en rien une arme dirigée contre les exploiteurs du prolétariat polonais, ils préparent même les conditions d'une offensive antiouvrière. Car ce sont ces mêmes principes réactionnaires qui ont causé de trop nombreuses défaites.

● **LUTTE OUVRIERE** : Pour elle la force du mouvement ne réside pas dans la détermination et la volonté d'unité des ouvriers, mais uniquement dans « *la* forme démocratique *du Comité de Grève* ». Sur le KOR : les lecteurs de *LO* (comme ceux de *Rouge* et d'*Informations ouvrières*) n'y trouveront pas une ligne, pas un murmure de critique ou d'analyse sur le programme réel (et pas le baratin sur l'auto-organisation) de l'opposition. *LO* ne montre qu'une limite du mouvement : « Les dirigeants du mouvement, qui sont des hommes modérés, se disant prêts à jouer un rôle syndical [...], cherchent à en nier le caractère politique » (*LO* n° 639). Et ce, précisément alors que les revendications économiques ont été mises au deuxième plan par ces mêmes dirigeants par rapport à la revendication politique du « syndicat autogéré » dont ils admettent même qu'il pourrait être fondu avec le syndicat d'Etat (et donc vidé de son sens)...

Mais le plus intéressant dans la position de *LO* est sa vision antimarxiste du processus de construction du parti révolutionnaire : « *Dans le meilleur des cas* [celui où les travailleurs se servent des libertés pour s'organiser dans des formes nouvelles, vivantes et démocratiques] *on peut imaginer que ces syndicats nouveaux fleurissent, et même qu'étant les seules structures* démocratiques légales, *s'expriment et s'organisent au travers d'eux toutes les aspirations au changement. Celles des travailleurs,* comme celles d'autres catégories sociales [souligné par nous]. *Ils pourraient devenir des instruments politiques, un embryon de Parti, l'organe d'un contre-pouvoir. Et à condition qu'il se trouve des révolutionnaires socialistes qui ne posent pas toutes les revendications trop tôt, qui travaillent à organiser les travailleurs* [...], *la classe ouvrière polonaise pourrait donner naissance à un parti révolutionnaire prolétarien qui serait l'instrument d'une révolution prolétarienne* » : bel exemple de vision trade-unioniste du Parti, vu comme une transcroissance des syndicats !

● **LA LCR** : Elle voit en Pologne les premiers pas de la « révolution politique » en marche. Selon elle, le pouvoir de la bureaucratie « *ne tient que grâce à l'absence d'expression politique propre de la classe ouvrière et non pas par la possession des usines et des richesses qui s'y fabriquent* » (*Rouge* n° 933). Il suffirait donc d'une véritable démocratie pour que le prolétariat y gagne le pouvoir. « *Une seule solution : la démocratie ouvrière* » (*Rouge* n° 935). Solution à quoi ? « *aux difficultés économiques* [de la Pologne] *dans lesquelles l'a plongée la planification bureaucratique* » (*ibid.*). « *La liberté d'expression et d'information met donc en péril le pouvoir.* » Un peu léger quand même face aux 50 tonnes d'un char ! Et on peut lire dans *Rouge* des éloges du type : « *Un ton modéré à la mesure de la détermination générale* », « *on sent une révolution tranquille* » (*Rouge* n° 939). Pour la LCR comme pour tous les vulgaires libéraux occidentaux, les causes de la révolte ouvrière ne résident pas dans la nature capitaliste de l'exploitation subie par le prolétariat polonais, mais par l'absence de démocratie et l'existence d'un parti unique ! (tract national de la LCR).

Comme on peut donc le voir, le principe commun de ces organisations trotskystes est de tirer uniquement des leçons libérales et petites-bourgeoises d'une lutte prolétarienne, en se gardant d'en montrer les ennemis réels. Cela a pour conséquence de dresser des entraves supplémentaires à la reprise prolétarienne. Des entraves contre la préparation de la révolution violente, dirigée contre le capitalisme, et aussi contre la démocratie.

Les prouesses de la LTF

Pour la LTF, la Pologne se trouverait entre la révolution politique prolétarienne et la contre-révolution capitaliste, ce qui la conduit à opposer l'Eglise catholique et l'Etat polonais. Pour cette raison la ligne de partage serait, pour elle, entre ceux qui veulent une séparation complète de l'Eglise et de l'Etat et ceux qui ne la veulent pas. Le mot d'ordre qu'elle donne aux travailleurs polonais est celui de « syndicats indépendants de la bureaucratie et qui défendent la propriété socialisée », ce qui, dans la réalité sociale polonaise, ne peut avoir d'autre signification que la défense de l'économie polonaise et donc de l'Etat polonais. Et, aussi, comment prétendre à l'« unité révolutionnaire des ouvriers russes et polonais », quand, devant la menace d'une nouvelle intervention militaire russe en Europe de l'Est, on appelle à la « défense militaire de l'URSS contre l'impérialisme » (tract diffusé par la LTF) ?

Ces trotskystes ont un mérite par rapport à leurs cousins : ils n'hésitent nullement, ils sont carrément alignés sur l'impérialisme russe !

Réunion publique à LILLE

● **Le vendredi 26 septembre, à 20 h 30, 23, rue Gosselet**

Les leçons des grèves de Pologne

Capitalisme et misère croissante

L'impérialisme a écrasé la révolution prolétarienne et imposé sa propre solution à la crise générale précédente qui l'ébranlait, avec la deuxième boucherie impérialiste d'où est sorti un nouvel ordre impérialiste mondial sur les ruines de l'Europe et de l'Extrême-Orient. Ce faisant, il devait proclamer avec ses larbins, les bonzes syndicaux et les dirigeants des partis faussement « ouvriers », que le capitalisme pouvait être **réformé**, que les contradictions sociales, les crises, les guerres, les conflits des classes pouvaient être maîtrisés. Bref, la bourgeoisie allait combattre le communisme en le rendant superflu !

Les trente années d'expansion qui ont mené à la crise générale commencée en 1974-75 ont assuré un développement prodigieux des forces productives de l'humanité. Mais sur la base du capitalisme, l'anarchie et les inégalités sociales ont-elles été réduites par les progrès de l'« économie nationale » et la lutte de classe est-elle devenue inutile pour vivre, comme le prétendent les bourgeois et leurs laquais social-démocrates ou national-communistes ?

Jamais il est vrai les développements prodigieux de la science et de la technique n'ont donné à l'humanité la possibilité de dominer la nature avec une telle efficacité. Que l'on pense aux progrès de l'automation, au perfectionnement des machines et de la rationalisation du travail ! Pourtant dans les mains du capitalisme ils n'ont conduit qu'à une intensification bestiale du travail, à la généralisation du travail de nuit, des horaires entièrement soumis aux chaos de la production pour le marché, et jamais la proportion des travailleurs éliminés de la production n'a été aussi grande, jamais le parasitisme social et la « marginalisation » sociale n'ont atteint des proportions aussi gigantesques !

Que l'on pense à la capacité qu'a acquise l'humanité à capter les forces énergétiques de la nature et à les transformer de façon illimitée en source d'énergie, avec l'utilisation de la fission et de la fusion nucléaire, de l'énergie solaire, etc. ! Et pourtant jamais les rapports de propriété capitalistes n'ont autant transformé cette abondance théorique en pénurie pratique ! Jamais les immenses ressources accaparées par les capitalistes ne sont devenues des moyens aussi sûrs de pollution et d'empoisonnement des mers, des villes et des campagnes, jamais ils n'ont fait peser d'aussi terribles menaces sur la santé des hommes et leur vie !

Jamais les moyens de communications et de gestion modernes n'ont été aussi prodigieux ! Pourtant jamais dans les mains du capital ils n'ont produit de concentrations aussi inhumaines dans des villes surpeuplées et minables. Jamais les moyens d'information, de culture n'ont été aussi formidablement puissants ! Pourtant, jamais dans les mains des capitalistes, ils n'étaient devenus de tels moyens de matraquage, et d'abrutissement, d'obscurantisme généralisé, et n'avaient appelé à tant de totalitarisme policier ! Jamais la transformation capitaliste dans les campagnes n'avait été aussi immense, jamais les progrès du machinisme agricole et la découverte de méthodes culturales plus efficaces, la fabrication de nouvelles espèces végétales aussi prodigieux que dans ces dernières décennies ! Pourtant dans les mains des capitalistes, jamais ces progrès n'avaient entraîné une violence aussi inouïe dans l'expropriation des masses paysannes et une misère aussi généralisée ! Jamais la production d'aliments n'a été aussi énorme et les capacités de production aussi immenses ! Pourtant jamais non plus la pression des propriétaires fonciers capitalistes n'a été aussi forte sur les masses paysannes et non seulement les prolétaires agricoles mais encore les semi-prolétaires des campagnes, les paysans pauvres et sans terre ! Et au moment où des dizaines de millions d'hommes meurent chaque année de faim, l'Amérique hyperproductive réduit ses surfaces cultivées en blé pour obtenir des prix plus élevés ! Faut-il s'étonner du fait que le gouvernement américain prévoit que d'ici à l'an 2000, les populations de l'Asie du sud, du Moyen-Orient et d'Afrique disposeront d'encore moins de nourriture par habitant qu'aujourd'hui, malgré une progression de la consommation moyenne par habitant à l'échelle du monde de 15 % ?

Jamais le développement capitaliste dans le « Tiers Monde » n'a été aussi intense que ces dernières décennies. Or si quelques pays d'exceptionnelle grandeur comme la Chine, ou bénéficiaires d'une situation de rente particulière comme les pays gros exportateurs de pétrole, ont réduit quelque peu leur écart avec les pays riches, jamais le fossé n'a été aussi grand entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres ! Jamais la misère n'a été étalée avec autant de cynisme à côté de la richesse la plus inouïe, au point qu'aux dires mêmes de la Banque Mondiale, 800 millions d'hommes, soit le cinquième de l'humanité, sont plongés dans une irrémédiable disette !

Depuis la seconde guerre, plus du quart de l'humanité a été arraché à l'agriculture et prolétarisé, mais seulement une partie de ces foules prolétariennes a acquis un travail et des ressources plus ou moins régulières. Et encore à quel prix ? Au prix de conditions de travail terriblement inhumaines ! Au prix d'une semaine de travail de plus de 50 et 60 heures dans certains pays, et du travail de dizaines de millions d'enfants qui, de l'Inde au Maroc ou au Brésil, mourront avant de devenir adultes pour nourrir leurs parents chassés du travail par une concurrence effroyable ! Au prix de la vie misérable dans les bidonvilles de villes immenses, poussant comme des champignons à côté du luxe le plus insolent.

Et pour le reste de cette classe ouvrière jeune, c'est un chômage inouï, que les lois du capitalisme hypertrophient dans les pays les plus fragiles, qui sont des nouveaux venus sur le marché mondial et où d'immenses proportions de prolétaires n'ont, sous le capitalisme, aucun espoir même de trouver du travail.

Il est vrai que l'expansion formidable des trente années de folle accumulation de l'après-guerre a permis d'augmenter la consommation et d'améliorer les conditions de vie d'une partie de la classe ouvrière en lui concédant un certain nombre d'« avantages », de « garanties » présentées par tous les théoriciens de la bourgeoisie et leurs lèche-bottes réformistes comme le fin du fin des « réformes sociales » devant soulager définitivement la classe ouvrière de la misère et lui épargner de recourir à la révolution.

Dans les pays impérialistes d'Occident et du Japon, un accroissement important du niveau de vie a été concédé à de vastes fractions de la classe ouvrière. Particulièrement en Europe, la « sécurité sociale » a été largement étendue. Des mécanismes d'indexation d'une partie du salaire ont fleuri. Des lois assurant à certaines couches la « garantie de l'emploi » se sont généralisées avec l'extension du secteur public et du fonctionnariat en France et en Angleterre, dans les grandes entreprises en Italie. Cela aurait-il été possible sans l'exploitation du monopole du marché mondial, le bénéfice de rentes impérialistes énormes et pour certains pays comme les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, le pillage des chasses gardées coloniales ou semi-coloniales ?

Dans les pays de l'Est, le même phénomène a eu cours. La « garantie de l'emploi » octroyée en Russie à une partie de la classe ouvrière, la médecine gratuite et la stabilisation relative des prix par le biais des taxations gouvernementales — ce à quoi se réduisent les caractéristiques du faux « communisme » — auraient-ils été possibles sans le pillage systématique de l'Europe de l'Est où l'absence totale de « garanties » et d'« avantages sociaux » pousse, comme le démontre la Pologne, la classe ouvrière à se placer plus rapidement sur le terrain de la lutte ?

Ce phénomène des garanties a même été étendu dans une certaine mesure à des couches extrêmement exiguës de prolétaires dans les pays de jeune capitalisme, particulièrement bien placés sur le marché, notamment grâce à la manne pétrolière.

Mais que sont ces « avantages », ces « privilèges », à côté de l'accumulation des richesses tombées dans la même période dans les mains des capitalistes ? A titre d'exemple, le salaire ouvrier a moins que doublé, tous « avantages » compris, par rapport à l'avant-guerre dans un vieux pays de l'Europe impérialiste comme la France, alors qu'en même temps la production a été multipliée plus de cinq fois : on voit bien que la classe ouvrière n'a reçu qu'une faible partie de la richesse qu'elle a créée. Et même si une fraction du prolétariat a momentanément amélioré ses conditions immédiates de vie, tout ce que la classe bourgeoise lui a arraché à l'échelle du monde entier, et transformé en moyens d'exploitation, c'est-à-dire en capital, et en moyens d'oppression, c'est-à-dire en bureaucratie et en militarisme pour faire fonctionner le capital, pèse d'un poids **bien plus lourd** qu'autrefois sur les épaules de la classe ouvrière !

Et ces « avantages » ne sont-ils pas précisément aujourd'hui dénoncés hypocritement par les capitalistes comme la cause de la chute des profits ? N'est-ce pas la soif de luxe insatiable des prolétaires qui est présentée comme la cause des malheurs de la société ? Partout le cri de guerre des capitalistes est : « austérité et sacrifices », « fin des garanties » qui entravent la compétitivité de l'industrie ! Toute la horde des capitalistes et de leurs « lieutenants ouvriers », les faux socialistes et faux communistes, s'efforcent aujourd'hui de faire régurgiter à la classe les miettes concédées pendant trente ans, et tout cela pour sauver l'« économie nationale » sous laquelle plie déjà la classe ouvrière !

Le capitalisme a bien été incapable de réduire les inégalités sociales ! Il est bien, comme l'affirmait déjà Marx, **accumulation de la richesse à un pôle de la société, accumulation de la misère à l'autre !**

Mais avec les fantastiques forces productives qu'il a créées, il donne en même temps à l'humanité, **la clé pour supprimer** la faim, le chômage, le froid, la pauvreté et l'insécurité, l'ignorance et l'abrutissement, à condition d'intervenir despotiquement dans les rapports de propriété. Les gigantesques capacités productives existantes permettront à la dictature du prolétariat d'abréger les souffrances inouïes endurées par l'humanité sous le joug du capitalisme et, en détruisant le capital, le salaire, le profit et le marché, de le remplacer par une société où, en travaillant moins et en travaillant pour vivre au lieu de vivre pour produire, l'humanité puisse enfin jouir des fruits de sa propre activité et de ses immenses facultés.

L'agitation ouvrière au Vénézuela

Jusqu'en 1978, les engrenages démocratiques de l'Etat vénézuélien, abondamment lubrifiés grâce au pactole pétrolier, avaient fort bien réussi à émousser, dévier, réprimer et acheter à la fois les quelques poussées de combativité ouvrière. Mais comme l'attestent les événements de 1979, cette situation est en train de changer par suite des contrecoups de la crise mondiale.

La bourgeoisie vénézuélienne peut de moins en moins destiner une portion de la rente pétrolière à l'achat de la paix sociale, comme elle avait l'habitude de le faire depuis l'établissement de la démocratie en janvier 1958 par le renversement de la dictature de Pérez Jiménez. D'une part, l'inflation mondiale ronge considérablement les revenus pétroliers, alors même que la dette extérieure léguée par le gouvernement d'Andrés Pérez à la suite de son ambitieux plan d'industrialisation atteint des niveaux très élevés (environ deux ans et demi de revenus pétroliers) ; d'autre part, les puits vénézuéliens commencent à manifester des signes d'épuisement.

C'est ainsi que le gouvernement Herrera Campins, élu en 1978, a commencé à mettre en œuvre une politique d'austérité destinée à combattre l'inflation et à rendre compétitives les entreprises du pays, que la manne pétrolière avait traditionnellement permis de maintenir à un niveau de rentabilité et de productivité très bas.

Les premières mesures de ce gouvernement démocrate-chrétien reflètent clairement ce souci : réduction de la masse monétaire en circulation ; pas de travaux publics importants ; paiement au compte-gouttes des dettes d'Etat envers les entreprises. Les conséquences en sont immédiates : réduction de la capacité de crédit des banques ; difficultés pour la très petite industrie et aussi pour les industries traditionnelles, dont beaucoup font faillite ou sont obligées de réduire leur personnel. Les oies de l'opposition se mettent à jacasser : le gouvernement a arrêté le pays, il n'a pas la capacité technique de le faire marcher ! La réponse du gouvernement ne se fait pas attendre : il libère les prix (qui étaient contrôlés sous le gouvernement précédent) et, tandis qu'il menace de supprimer le protectionnisme douanier de façon sélective, il ferme les yeux sur la contrebande. C'est le ministre des finances (un ex-guérillero...) qui définit le mieux la politique industrielle du gouvernement, lorsqu'il déclare que l'Etat n'est pas disposé à aider les industries non compétitives. Toute l'industrie textile, une des plus traditionnelles, entre en crise.

LA REPONSE OUVRIERE

Il va sans dire que cette politique d'austérité a des retombées dramatiques sur la classe ouvrière, surtout sous la forme du chômage (entraîné soit par la fermeture d'entreprises, soit par la rationalisation de la production) et de la chute du pouvoir d'achat. Le malaise ne tarde pas à se manifester dans la classe ouvrière. Aux élections municipales de juin 79, bien que (par prévoyance ?) le gouvernement ait rendu le vote obligatoire, les niveaux d'abstention sont significatifs : plus de 20 % des électeurs. D'autre part, les tendances « gauchistes » commencent à prendre une certaine importance au sein des syndicats, qui depuis des décennies sont le fief de la social-démocratie la plus corrompue.

Sentant que la colère ouvrière commence à monter, la CTV (principale centrale syndicale, contrôlée par la social-démocratie) cherche à la canaliser sur les voies légalitaires, et propose au parlement un projet de loi d'augmentation des salaires. Dans le cadre de la campagne pour cette loi, la centrale régionale de l'Etat d'Aragua — une des principales régions industrielles du pays très touchée également par la crise — appelle en novembre à une grève générale de 24 h. La CTV de son côté appelle aussi à une grève de 24 h à Caracas une semaine plus tard. Mais l'ampleur de la grève d'Aragua est si impressionnante que la CTV revient en arrière et réduit la grève à Caracas à une demi-journée, avec une manifestation dans le centre de la ville à 17 h.

Les bonzes de la CTV auront tout de même une mauvaise surprise : la manifestation sera énorme, la plus grande depuis la chute de Pérez Jiménez, avec 100 à 200.000 manifestants. Mais ce n'est pas tout. Aussitôt la manifestation cesse d'être une paisible promenade sur les boulevards de la capitale, comme l'auraient voulu les bonzes : de nombreux groupes de manifestants se heurtent à la police. Les affrontements durent toute la nuit. Le lendemain, à la fin de l'après-midi des barricades surgissent dans les principaux quartiers ouvriers de Caracas, et de nombreux groupes de jeunes s'affrontent à nouveau avec la police pendant toute la nuit, à coups de pierres, cocktails-molotov et même avec quelques armes à feu.

Plusieurs jours durant, on assiste à des scènes de ce genre : barricades, attaques de postes de police, incendies, jets de pierres et coups de feu sur les forces de police. Les terrasses des immeubles des cités ouvrières sont les places fortes des rebelles : la police ne réussira à les prendre qu'en employant des hélicoptères. Les écoles secondaires des quartiers ouvriers sont des lieux privilégiés d'agitation et d'organisation : le gouvernement est obligé de les fermer pendant plusieurs jours, jusqu'à ce que l'orage passe...

LES « ENCAPUCHADOS »

Les protagonistes de ces affrontements sont appelés par la grande presse les **encapuchados** (« les porteurs de cagoule »). Qui sont-ils ? Depuis plusieurs années, dans le principal quartier ouvrier de Caracas (appelé « 23 janvier », jour anniversaire de la démocratisation, comme de bien entendu !), les **encapuchados** apparaissent sporadiquement. Leur apparition est toujours liée à un problème quelconque du quartier : manque d'eau, accumulation d'ordures, etc., qui provoque une manifestation des habitants du quartier. Lorsque les « forces de l'ordre » arrivent pour la disperser, elles sont reçues à coups de pierre par des groupes décidés, apparemment organisés, qui agissent depuis les toits des tours. Ce sont les **encapuchados.** Lorsque le rapport des forces devient trop défavorable, ils disparaissent rapidement. Et il est très rare que l'un d'eux soit attrapé par la police.

A la suite de la manifestation de novembre, ce phénomène s'est généralisé aux principaux quartiers ouvriers de l'Ouest de Caracas, où se concentre la grande majorité de la population ouvrière. Mais, en plus des actions essentiellement défensives du début, ces groupes ont commencé aussi à entreprendre des actions de commando, du type attaque de postes de police ou de lycées, ces institutions où la jeunesse ouvrière a un avant-goût des délices de la vie qui l'attend.

En fin de compte, la fameuse loi d'augmentation des salaires a été approuvée à l'unanimité par le Parlement et a été appliquée à partir du 1er janvier 1980. Elle a été faite d'après le modèle du décret du gouvernement précédent, garantissant 30 % d'augmentation pour les catégories les moins payées. Mais l'inflation galopante et le chômage croissant l'ont déjà rongée. Les signes de malaise de la classe ouvrière se manifestent de nouveau de façon généralisée. Tous les secteurs liés à la défense du capitalisme cherchent à y porter remède : la CTV cogite une loi additionnelle d'augmentation ; le ministre des finances (ex-guérillero) parle d'échelle mobile ; le patronat propose des augmentations liées à la productivité...

Il n'empêche que la classe ouvrière sera toujours plus poussée à lutter pour défendre ses conditions de vie, et les formidables flambées ouvrières des derniers mois iront en se généralisant, faisant de ce pays démocratique et traditionnellement stable un nouveau foyer de lutte et de « déstabilisation » de l'ordre bourgeois qui étouffe les masses exploitées de tout le sous-continent.

Souscription permanente

LISTE N° 8

Paris : 46 F ; Réunion publique : 530 F ; Pour l'incendie : 300 F ; Un abonné : 155 F ; Des lecteurs : 6,50 F ; Pour l'incendie : 50 F ; Pour l'incendie : 200 F ; Cheminot : 10 F ; Pour la presse : 100 F ; Un lecteur : 5 F.

TOTAL	1.402,50 F
TOTAL PRECEDENT	66.385,00 F
TOTAL GENERAL	67.787,50 F

Derrière la division CGT-CFDT

(Suite de la page 1)

des « compensations » pour certaines couches ouvrières (de plus en plus réduites), bref de faire avaler directement la soupe amère des restructurations aux prolétaires ou de suggérer à la bourgeoisie des façons plus astucieuses de la faire passer.

La soupe elle-même est un peu différente à la CFDT et à la CGT, dans la mesure où chacun tente d'adapter ses plans aux intérêts de couches bourgeoises différentes, selon les branches industrielles, la taille des entreprises, l'orientation de leurs marchés, etc. : l'une veut vendre à l'Ouest, l'autre à l'Est, l'une exporte en Afrique, l'autre exploite la main-d'œuvre indonésienne. Les nuances entre les programmes industriels de la CGT et de la CFDT reflètent ces tiraillements : ainsi, pour la CGT, *« c'est un crime contre la nation d'acheter de la houille à l'étranger »* (Séguy aux mineurs du Gard le 26 août), alors que la CFDT se dit opposée à un *« absurde protectionisme outrancier »* (E. Maire, *Reconstruire l'espoir*, p. 133) et préfèrerait piloter la bourgeoisie française dans les secteurs de pointe, où il resterait « des créneaux à conquérir » sur le marché mondial. Mais comme il serait injuste d'oublier qu'elle est tout autant que son aînée contre le démantèlement des entreprises et contre tout *abandon national*, c'est-à-dire contre la solidarité internationale des prolétaires... C'est la jungle des intérêts qui trouve son reflet dans l'étouffante végétation des « plans » dont le réformisme essaie de farcir la tête des ouvriers.

Mais c'est aussi la diversité des couches de salariés qu'ils manœuvrent qui se reflète à travers la différence de leurs programmes et même de leur « style » d'intervention. Les deux centrales dressent les travailleurs qu'elles encadrent (directement ou indirectement) à l'autorestriction, à la subordination « spontanée » de leurs exigences minimum de vie aux exigences du capital : Maire a si ouvertement soutenu l'effort du patronat pour briser le « carcan » des 40 heures, que la bourgeoisie elle-même s'en est inquiétée : « le leader de la CFDT en fait peut-être un peu trop », remarque la *Lettre de l'Expansion* du 8 septembre !

Mais la CGT dans son tract central de « rentrée » ne demande *rien* sur le temps de travail, ne réclame pour les chômeurs rien d'autre qu'une suspension des impôts, et prétend relancer la consommation populaire avec le SMIC à 3.000 F par mois !

Mais ce travail de dressage, complété par la police effective des luttes, chaque centrale le fait à sa manière, selon ses implantations locales, en jouant dans sa propagande et son intervention sur les habitudes, les préjugés, les « pesanteurs » (comme disent les phraseurs de la CFDT) au moyen desquelles le capitalisme divise et oppose les différentes couches ouvrières. Ainsi, comme nous avons pu le montrer avec la lutte des prolétaires immigrés, les staliniens étant « brûlés » dans la masse des immigrés d'Afrique et des TOM-DOM, la CFDT utilise les liens des « chrétiens de gauche » avec une partie de ces travailleurs pour relayer la CGT dans son rôle de pompier social et contrôler ces couches remuantes.

C'est l'ensemble de ces phénomènes historiques, que nous ne pouvons pas détailler ici, qui donne sa base matérielle à la *division* syndicale, qu'il serait plus juste sans doute d'appeler *concurrence*, avec, comme entre les entreprises capitalistes, une guerre effective, mais aussi une solidarité dans les buts : *enrôler la classe ouvrière au service de son impérialisme.*

Aujourd'hui, c'est le jeu de la concurrence qui sert le mieux la bourgeoisie : demain, ce pourra être l'unité, sur la base des « idées avancées à Grenoble [au congrès de la CGT] », comme l'annonce déjà Séguy dans *le Monde* du 13 septembre, c'est-à-dire l'utilisation de l'« extrême » gauche pour rajeunir des amortisseurs sociaux un peu usés. Ce sera dans tous les cas un détournement du juste instinct prolétarien du besoin de la lutte unie, solidaire, la plus large possible, de son *indépendance* de classe et de son organisation centralisée ; instinct qu'il faut partout travailler à renforcer dans la lutte contre les larbins du capital.

Nécessité de l'antimilitarisme prolétarien

Un article de Proletarier *n° 6 (juillet 1980) tire les leçons d'une manifestation antimilitariste qui a eu lieu à Brême le 6 mai. Il montre que les revendications et les mots d'ordre avancés par les groupes appelant à cette manifestation, de la gauche du SPD aux maoïstes, relèvent en fait du social-patriotisme : leur « antimilitarisme » prépare en réalité la « vraie » défense de la Patrie bourgeoise. L'article salue les bagarres que les jeunes prolétaires ont menées à cette occasion contre la police en débordant les organisateurs de la manif, relève leur signification et leur portée, mais marque aussi les limites de cette action spontanée. Il rappelle la nécessité de l'antimilitarisme* prolétarien, *s'appuyant sur le refus instinctif de tout l'ordre bourgeois et de son armée en particulier, mais l'insérant dans la lutte pour la reprise de classe, contre la guerre et pour la révolution communiste.*

A la « semaine de la paix » organisée à Hambourg et culminant le 8 mai dans une table ronde, J.-P. Vigier, héros de la résistance et chef de file du Comité contre l'Europe germano-américaine, a tiré une leçon bien différente de la situation et des luttes. S'il revendique la violence, c'est pour combattre le projet de « vassalisation allemande de l'Europe ». *Au* « rôle croissant de l'impérialisme allemand qui vise à mettre l'Europe à sa botte » *et à créer un nouveau « Reich », il oppose un* « internationalisme »... *européen, antiallemand, prêt à prendre les armes contre l'impérialisme... allemand. Quant à l'impérialisme français, ses crimes passés, présents et futurs sont évidemment passés sous silence par notre grand social-chauvin.*

Aux patriotes de tout bord, qui s'unissent pour dénoncer l'impérialisme... des autres et mobiliser les prolétaires dans l'un ou l'autre camp impérialiste, il est urgent d'opposer le défaitisme révolutionnaire et la lutte contre sa propre bourgeoisie !

Temps partiel

(Suite de la page 1)

enchaînant davantage encore aux tâches domestiques.

Et si on s'y prenait autrement ? Puisque plus de la moitié de la population de la planète en âge de travailler se trouve aujourd'hui hors de la production ou occupée à des activités nuisibles ou ne servant qu'au luxe d'une minorité privilégiée, pourquoi ne pas produire au moins la même quantité de biens nécessaires, mais en travaillant deux fois moins ?

Naturellement, cela, les capitalistes ne peuvent y penser car cela suppose de détruire le capital et le salaire. Mais la classe ouvrière du monde entier en a le besoin le plus pressant : voilà une raison de lutter pour la révolution communiste et de la préparer en combattant dès aujourd'hui pour la diminution radicale du temps de travail !

Exploitation des enfants au Brésil

Le *Jornal do Brasil* du 15-6-80 publie les données d'une enquête du très officiel Institut Brésilien de Géographie et Statistique concernant le travail des femmes et des enfants. La moitié des femmes environ gagnent moins que le salaire minimum, tandis que pour les hommes le pourcentage est « seulement » de 28 %. D'autre part 17,6 % de la population active agricole est constituée d'enfants de 10 à 14 ans, tandis que la proportion de ceux de 10 à 19 ans atteint 32,4 % (25,5 dans l'Etat de São Paulo, mais 37,3 % dans l'aride Nordeste). Le pourcentage de jeunes de 10 à 19 ans dans le total de la population économiquement active est de 22,6 %, c'est-à-dire plus d'un enfant pour cinq travailleurs.

Vie du parti

● Relevé dans notre presse internationale

L'Editorial du n° 16 de 1980 de notre journal en langue italienne *Il Programma Comunista* est un salut à la formidable lutte des *ouvriers polonais,* dont on montre la force objective, et les limites subjectives inévitables dans la faim de démocratie suscitée par la contre-révolution stalinienne ; on appelle les ouvriers des autres pays à se solidariser avec cet exemple en renforçant si possible ses leçons classistes. Un article à propos de la Pologne montre comment les opportunistes italiens combattent tous les jours en Italie les revendications et les méthodes qu'ils ont applaudies chez les prolétaires de la *lointaine* Pologne : grève sans préavis et sans limitation de durée, augmentation uniforme et radicale des salaires, syndicats indépendants de l'Etat, échelle mobile ; tout ceci en prodiguant d'ailleurs aux prolétaires polonais leurs conseils de modération. Un article est consacré à la question de l'« *économisme* » et un autre à *l'extrême gauche* face aux élections municipales. Une page est dédiée à la lutte contre la *répression bourgeoise.* Enfin on peut signaler un article de bilan provisoire du *Comité national contre les licenciements* né il y a quelques mois en réaction aux licenciements, notamment chez Fiat.

Le numéro 37 (septembre 1980) de notre mensuel en langue espagnole *El Comunista* contient des articles sur la Pologne, la Bolivie, le 60e anniversaire du IIe Congrès de l'IC, le parti face à ses tâches internationales, ainsi que sur les luttes ouvrières et les Comisiones Obreras. Un article mérite particulièrement l'attention : *« Front unique antifasciste » ou autodéfense ouvrière ?* Il développe la nécessité d'une auto-défense ouvrière qui ne tombe pas dans le piège de la défense de la démocratie et du frontisme, en polémique notamment avec la LCR trotskyste, aile « extrême » du front antifasciste démocratique.

Dans *El Proletario,* notre bulletin pour l'Amérique latine n° 9 (septembre 80) on trouvera des articles sur la Bolivie, sur le Venezuela, l'Algérie, Parti révolutionnaire et luttes économiques et sur le 60e anniversaire du IIe Congrès de l'IC, et enfin des considérations sur *la « révolution » sandiniste,* qui montrent comment les héritiers de l'OLAS en Amérique centrale ne prétendent plus qu'à canaliser la révolte sociale dans le sens d'une simple restructuration du pouvoir des classes dominantes.

● Travail parmi les prolétaires immigrés

Après une période de cinq années dominée par la lutte des foyers, le centre des luttes de l'immigration s'est déplacé vers un terrain plus vaste et plus multiforme, en même temps que l'intervention du parti s'est diversifiée.

Une telle situation exige d'une part de faire un bilan de la lutte des foyers. Il n'est pas en effet de lutte de l'immigration — et d'ailleurs pas seulement d'elle — qui ne doive aujourd'hui tirer les leçons de la lutte des foyers et en tenir compte, étant donné que les différentes forces politiques et syndicales, françaises et immigrées, ont été dans une certaine mesure déterminées par cette lutte et les positions qu'elles ont prises à son égard.

Un travail effectué cet été a permis de rassembler et d'ordonner les leçons que nos camarades défendent dans les organismes immédiats qui s'intéressent à ce bilan. Il a également permis de préciser les axes d'un bilan de parti qui devrait être fait dans le cours du dernier trimestre 80 à travers notre presse, puis si possible condensé dans une brochure.

La situation exige également de tracer les perspectives de travail pour les mois qui viennent, où le non-renouvellement des cartes et la fermeture des frontières vont devenir plus graves. Nous devrons nous efforcer de dresser au plus tôt un tableau de la situation des différentes nationalités et de l'action des différentes forces (bourgeoisie, partis de gauche et bonzes syndicaux, extrême gauche et courants de l'immigration), et de faire le point des tentatives de riposte de ces dernières années.

Les axes généraux de notre propagande ont déjà été définis à plusieurs reprises. Il suffit en particulier de se reporter à la brochure intitulée « Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration » ainsi qu'à l'éditorial du Prolétaire *n° 312 et à un article d'*El-Oumami *n° 10, tous intitulés « comment résister efficacement à l'offensive anti-immigrés ». Il n'est sans doute pas nécessaire de rappeler que, pour les communistes, la lutte contre le contrôle de l'immigration et pour l'égalité de tous les droits pour les travailleurs étrangers est une condition pour l'unité des rangs prolétariens contre l'impérialisme et le front des Etats bourgeois.*

Notre propagande s'efforcera d'être plus incisive en utilisant les indications générales déjà données. Elle le fera en dénonçant notamment les arguments de l'opportunisme sur le chômage, en partant des crimes racistes et des ratonnades dans les cités ouvrières, en dénonçant le rôle des forces social-impérialistes, en montrant concrètement le sort des travailleurs, notamment celui des travailleurs algériens (voir El-Oumami *n° 10), et partant des cas de refoulement ou d'expulsion connus pour montrer le besoin d'une riposte prolétarienne, cela à travers notre journal, des tracts et des bulletins d'entreprise, etc.*

Il est clair qu'une propagande différenciée doit être faite parmi les travailleurs français qui doivent être éveillés au besoin de la solidarité avec leurs frères de classe et parmi les travailleurs immigrés, où l'exigence la plus vitale est de combattre l'illusion de pouvoir compter sur des forces bourgeoises nationales.

La dissolution des Comités de soutien à la lutte des foyers, qui se trouvaient toujours plus en porte-à-faux vis-à-vis des résidents, surtout depuis la fin de 79, n'exclut nullement de continuer à favoriser par tous les moyens possibles la liaison entre les luttes qui se poursuivent dans les foyers malgré les conditions extrêmement difficiles, et les autres centres de résistance ouvrière à la classe capitaliste.

Notre presse précisera les orientations pratiques données pour ce travail ainsi que pour les différents organismes nés sur le terrain de la riposte à l'offensive anti-immigrés, qui n'est qu'une face de l'offensive générale menée par la bourgeoisie contre la classe ouvrière, avec la complicité de ses larbins réformistes et social-impérialistes et concerne par conséquent toute la classe ouvrière.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926

programme communiste

N° 83

- La lutte de classe est plus vivante que jamais !
- La gauche italienne et la tactique de l'Internationale (Projet de Thèses présenté au Ve Congrès de l'IC).
- La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le « Tiers Monde ».
- Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratisation en Espagne et en Amérique latine.
- Notes de lecture : Léon Trotsky, Terrorisme et Communisme — Pierre Franck manipule l'histoire.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles : le 2e lundi de chaque mois, soit** les 13 octobre 10 novembre, etc., de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Aix-en-Provence :** vente le dernier samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice, soit les 27 septembre, 25 octobre, etc.

● **A Angers : vente tous les samedis de 11 h à** 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● **A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1er et le 3e samedi de chaque** mois, de 11 à 12 h, soit les 20 septembre, 4 et 18 octobre, etc.

● **A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.**

● **Besançon :** Le 1er dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté, soit les 5 octobre, 2 novembre, etc.

● **A Caen :** vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1er et le 3e dimanche du mois, soit les 21 septembre, 5 et 19 octobre, etc.

● **A Grenoble :** dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 21 septembre, 5 et 19 octobre, etc.

● **Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1er et le 3e dimanche de chaque** mois, soit les 21 septembre, 5 et 19 octobre, etc.

● **Au Mans :** vente sur le marché de Pontlieu, le 2e dimanche de chaque mois ,de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 12 octobre, 8 novembre, etc.

● **A Lille :** tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● **A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours,** soit les 21 septembre, 5 et 19 octobre, etc.

● **A Nantes : vente le 1er dimanche de chaque** mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 5 octobre, 2 novembre, etc.

● **A Nîmes :** vente aux Grandes Halles, **entrée** rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2e et le 4e samedi du mois, soit les 27 septembre, 11 et 25 octobre, etc.

● **A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi,** de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● **A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.**

● **A Roubaix :** vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3e dimanche de chaque mois, soit les 21 septembre, 19 octobre, etc.

● **A Strasbourg :** vente au marché de Neudorf, place du marché, le 1er et le 3e samedi du mois, soit les 20 septembre, 4 et 18 octobre, etc.

● **A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours,** soit les 21 septembre, 5 et 19 octobre, etc.

● **A Valence :** dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 21 septembre, 5 et 19 octobre, etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h,** 32, rue Pré-du-Marché (1er étage à droite, « Atelier »).